



JEAN VERHEYEN

SINCE 1919

CONDITIONS GÉNÉRALES

Conditions Générales Expositions

J E A N V E R H E Y E N

Réf. 201805ECF

Un contrat spécialement conçu pour assurer vos expositions d'œuvres d'art

Il faut disposer d'un vaste savoir-faire et d'une technicité forte pour offrir aux musées et expositions une capacité de couverture assez large. À l'exacte mesure de leurs risques. C'est cette expérience alliée à la solidité financière d'AXA que le souscripteur mandaté Jean Verheyen met à leur disposition et à celle des courtiers.

AXA XL, leader de l'assurance de l'art et de l'art de vivre allie plus de 50 ans d'expérience à la puissance et à la solidité financière de la marque AXA. AXA XL a confié à la S.A. Jean VERHEYEN la qualité de souscripteur mandaté pour son portefeuille belge. L'approche familiale et personnalisée de la société Verheyen est reconnue à travers ses conseils et son expertise depuis 100 ans.

Jean Verheyen s.a.



Sommaire

1	OBJET ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE.....	4
2	EXTENSION TRANSPORT.....	4
3	EXCLUSIONS.....	4
4	DÉCLARATIONS A LA SOUSCRIPTION ET EN COURS DE CONTRAT – SANCTIONS...	6
5	RÉGULARISATION DES EXISTENCES : DÉLAIS ET MODALITÉS DE DÉCLARATION.....	8
6	MESURES DE PRÉVENTION.....	8
	Prévention en séjour.....	8
	Prévention en transport.....	9
7	PAIEMENT DE LA PRIME.....	9
8	MESURES À PRENDRE LORS D'UN SINISTRE.....	10
9	ÉVALUATION DES DOMMAGES	11
10	RÈGLE PROPORTIONNELLE.....	11
11	RESTAURATION.....	12
12	PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.....	12
13	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES POUR LES PHOTOGRAPHIES, LES SUPPORTS AUDIOVISUELS, LES LOGICIELS ET LES PROGICIELS.....	12
14	RENONCIATION À RECOURS – SUBROGATION.....	13
15	PRISE D'EFFET.....	14
16	DURÉE ET RÉSILIATION DU CONTRAT.....	14
17	PRESCRIPTION ET COMPÉTENCE JUDICIAIRE.....	15
18	PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE.....	15
	DEFINITIONS.....	20

Le présent contrat est régi par la Loi du 25 juin 1992, telle que modifiée par la loi du 16 mars 1994 et par les Conditions Générales et Particulières qui suivent.

1. OBJET ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE

L'assurance prévue aux présentes Conditions Générales et aux Conditions Particulières jointes s'applique aux objets assurés pendant leur installation et leur séjour dans les locaux spécialement prévus à cet effet.

L'assurance couvre tous dommages, pertes et détériorations matériels qui sont les conséquences directes de tous événements, dus à la force majeure ou imputables à la faute de tiers, tels que : incendie, dégâts des eaux, casse, foudre, explosion même non suivie d'incendie, vol aux conditions de l'article 6, ou à toute autre cause non intentionnelle de la part de l'Assuré ou du bénéficiaire de la garantie.

2. EXTENSION TRANSPORT

Si la garantie en est expressément stipulée aux Conditions Particulières, l'assurance s'exerce pour le transport aller et retour (formule de «clou à clou»), ainsi que pour le montage et démontage sur le site de l'exposition. La garantie commence au lieu de départ désigné jusqu'au retour au lieu également désigné par l'Assuré, y compris séjours intermédiaires, notamment en ateliers d'emballage, en entrepôts sous douane, en tous lieux de transit, et ce, pour la période indiquée.

3. EXCLUSIONS

Sont exclus des garanties accordées par l'Assureur, les dommages, pertes et détériorations subis par les objets assurés et résultant des événements suivants :

3.1. Faute intentionnelle

Sont exclus les dommages occasionnés par la faute intentionnelle de l'Assuré ou avec sa complicité ainsi que par les Mandataires Sociaux de l'Assuré lorsqu'il s'agit d'une personne morale.

Sont également exclus le vol, la tentative de vol, ou le vandalisme commis par un employé de l'assuré ou par le bénéficiaire de la garantie ou avec leur complicité.

3.2. Usure normale, oxydation et autres impacts graduels

Sont exclus les détériorations graduelles ou normales causées par l'usage et le temps, ainsi que les dommages occasionnés par toute évolution des composants chimiques ou organiques de l'objet, et notamment : la rouille, l'oxydation lente, la corrosion, l'érosion, la contamination, la fermentation, la pourriture, l'altération de la couleur, de la texture ou de l'apprêt et/ou la pollution.

Sont également exclus, les dommages occasionnés par les variations de température, d'hygrométrie ou de pression, l'exposition à la lumière ou aux rayonnements.

3.3 Animaux, vermine

Sont exclus les dommages occasionnés par l'action des insectes, de la vermine, des rongeurs, les moisissures, bactéries, virus et autres micro-organismes ainsi que les souillures, morsures ou griffures des animaux en général.

3.4. Manipulation fautive

Sont exclus les dommages occasionnés par les travaux de restauration, réparation, rénovation, traitement, décontamination ou nettoyage (hormis les travaux de nettoyage domestiques normaux).

3.5 Disparition ou perte

Sont exclus les dommages qui résultent d'une disparition ou perte, tels que ceux constatés lors d'un inventaire, sauf si l'Assuré donne la preuve d'une autre cause que la disparition ou la perte.

3.6 Cadres-Verres

Sont exclus les dommages occasionnés aux cadres et aux verres protecteurs de tableaux

3.7 Actions d'autorités publiques

Sont exclus les dommages ou pertes résultants des actions des autorités publiques, y compris les destructions ou confiscations par ordre de tout gouvernement légal.

3.8 Réaction nucléaire

Sont exclus les dommages occasionnés par des irradiations provenant de la transmutation de noyaux d'atomes ou de source nucléaire.

3.9 Guerre

Sont exclus les dommages occasionnés par la guerre, la guerre civile, les émeutes, ou les mouvements populaires.

3.10 Vol dans un véhicule hors surveillance permanente

Est exclue, la perte d'objets volés dans un véhicule garé sans surveillance permanente.

3.11 Négligence lors de l'emballage/stockage

Sont exclus les dommages résultant d'une négligence lors de l'emballage, de l'insuffisance de l'emballage ou d'un stockage qui ne respecte pas les normes habituelles de la profession.

3.12 Objets en plein air

Sont exclus les dommages aux objets exposés en plein air ainsi que le vol de ces objets ou les dommages causés par du vandalisme.

3.13 Stockage en sous sol

L'assurance ne garantit pas la perte ou les dégâts occasionnés par l'eau aux objets qui se trouvent dans des caves ou souterrains, à moins qu'ils ne se trouvent sur des palettes d'une hauteur de minimum 15 cm au dessus du sol.

3.14 Vice propre

Sont exclus les dommages résultant du vice propre de l'objet assuré ou d'une partie de l'objet assuré.

3.15 Disfonctionnement ou dérangement électronique ou mécanique

Sont exclus les dommages qui se limitent aux parties mécaniques, électriques ou électroniques des objets assurés, ainsi que les frais destinés à remédier à des pannes, à des dysfonctionnements, ou à des dérèglements.

3.16 Horloges

Sont exclus le bris de verres d'horloges, les dommages par le remontage à faux ou excessif des horloges, les bosselages ou dommages internes des horloges.

3.17 Fumer

Sont exclus les dommages provenant de brûlures causées par des fumeurs.

3.18 Tapis

Sont exclus les dommages aux tapis et tapisseries par les taches ineffaçables, sauf celles causées par des fuites d'eaux imprévisibles ou des débordements de conduites et des appareils d'eau et de chauffage.

3.19 Objets fragiles

Sont exclus : le bris ou la casse d'objets fragiles ou de nature cassante, tels que porcelaine, céramique, poterie, grès, plâtre, marbre, albâtre, cire, fonte d'Art, pierre fine, pierre dure, verrerie, tableaux sous verre, vitrines, miroirs, lampes ou tubes électriques ou électroniques, à moins que le bris soit la conséquence directe d'un incendie, d'un dégât des eaux, d'une explosion ou d'un vol assuré.

3.20 Catastrophes naturelles

Sont exclus les dommages occasionnés par les inondations, tremblements de terre, raz de marée, éruptions volcaniques et autres cataclysmes.

3.21 Terrorisme

Sont exclus les dommages occasionnés par des actes de terrorisme.

3.22 Pertes indirectes

Sont exclus les pertes indirectes de quelque nature qu'elles soient telles que : manque à gagner, dommages et intérêts, droits et taxes divers, pénalités de toute nature et, notamment, celles liées à un délai ou un retard pour quelque cause que ce soit.

3.23 Grèves

Sauf mentions spéciales aux conditions particulières, sont exclus les dommages imputables aux faits de grèves.

Art.4.- DÉCLARATIONS A LA SOUSCRIPTION ET EN COURS DE CONTRAT - SANCTIONS

4.1. A la souscription du contrat.

Le contrat est établi d'après les déclarations du Preneur d'assurance et la prime est fixée en conséquence. Le Preneur d'assurance a l'obligation de déclarer exactement, lors de la conclusion du contrat, toutes les circonstances connues de lui et qu'il doit raisonnablement considérer comme constituant pour la Compagnie des éléments d'appréciation du risque, qu'elle prend à sa charge.

Lorsqu'à la souscription du contrat l'omission ou l'inexactitude ne sont pas intentionnelles, les sanctions visées sous le numéro 4.2. ne seront pas appliquées.

4.2. En cours du contrat.

§1. Avant la survenance d'un sinistre.

Le Preneur d'assurance ou, à défaut, l'Assuré doit déclarer à la Compagnie, par lettre recommandée, les circonstances nouvelles ou toute modification à l'une des circonstances spécifiées aux conditions particulières, concernant les éléments propres aux risques assurés.

Cette déclaration doit être faite préalablement à la modification si celle-ci résulte du fait du Preneur d'assurance ou de l'Assuré et, dans les autres cas, dans un délai de huit jours à partir du moment où l'un ou l'autre en a eu connaissance.

Lorsque

- l'omission ou l'inexactitude ne sont pas intentionnelles,
- ou
- lorsque cette modification constitue une aggravation du risque

et si la Compagnie

- ayant connaissance des éléments exacts, ou
- si l'aggravation avait existé au moment de la souscription

n'aurait consenti qu'à d'autres conditions, elle doit, dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude ou de l'aggravation, proposer la modification du contrat avec effet rétroactif au jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude ou au jour de l'aggravation.

Si la Compagnie apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque aggravé, elle peut résilier le contrat dans le même délai.

Si la proposition de modification du contrat d'assurance est refusée par le Preneur d'assurance ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, cette dernière n'est pas acceptée, la Compagnie peut résilier le contrat dans les quinze jours.

§2. Après la survenance d'un sinistre.

Si un sinistre survient avant la modification du contrat ou la résiliation ait pris effet, et

- si l'omission ou la déclaration inexacte ne peut être reprochée au Preneur d'assurance, ou
- si le Preneur d'assurance a rempli l'obligation visée au § 1 de cet article, l'Assureur est tenu d'effectuer la prestation convenue.

§3. Si un sinistre survient et que le Preneur d'assurance n'a pas rempli l'obligation visée au §1 du présent article :

a) La Compagnie est tenue d'effectuer sa prestation convenue lorsque le défaut de déclaration ne peut être reproché au Preneur;

b) La Compagnie n'est pas tenue d'effectuer sa prestation que selon le rapport entre la prime payée et la prime que le Preneur d'assurance aurait dû payer si l'aggravation avait été prise en considération, lorsque le défaut de déclaration peut être reproché au Preneur d'assurance;

Toutefois, si l'Assureur apporte la preuve qu'il n'aurait en aucun cas assuré le risque (aggravé), sa prestation en cas de sinistre est limitée au remboursement de la totalité des primes payées;

c) Si le Preneur d'assurance a agi dans une intention frauduleuse, la Compagnie peut refuser sa garantie. Les primes échues jusqu'au moment où la Compagnie a eu connaissance de la fraude lui sont dues à titre de dommages et intérêts.

4.3. Autres Assurances

Si les risques garantis par le présent contrat sont ou viennent à être couverts par une autre assurance, le Preneur d'assurance doit en faire la déclaration à la Compagnie. En cours de contrat, cette déclaration doit être faite dans les délais prévus sous le numéro 4.2.

5. RÉGULARISATION DES EXISTENCES : DÉLAIS ET MODALITÉS DE DÉCLARATION

Si le contrat souscrit est un contrat ouvert à alimenter, la garantie du présent contrat n'est acquise que si les déclarations des éléments suivants sont faites avant le début de chaque exposition :

- le nom de l'exposition,
- les dates d'ouverture et de fermeture au public,
- les dates extrêmes de garantie,
- le ou les lieux exacts de l'exposition, ainsi que les moyens de protection,
- la nature et la valeur des biens exposés, ainsi que la liste descriptive et estimative des œuvres assurées.

Il devra, de plus, indiquer s'il convient de prévoir l'extension aux transports et, dans l'affirmative, préciser par qui ils seront effectués, ainsi que les lieux de provenance et de destination des biens assurés.

Les déclarations de l'Assuré feront l'objet d'un avenant de régularisation dont la périodicité est fixée aux Conditions Particulières.

6. MESURES DE PRÉVENTION

A) PRÉVENTION EN SÉJOUR

La garantie vol n'est acquise que si les mesures de prévention en séjour ont été respectées par l'Assuré et agréées par l'Assureur.

L'Assuré doit :

- protéger les biens exposés et/ou installés en assurant une surveillance permanente, active et rapprochée pendant toute la durée du séjour dans les lieux où l'exposition sera préparée, présentée et disloquée.
- Mettre en œuvre la totalité des moyens de protection mécaniques, électroniques et humains existants.
- Présenter les objets en métaux précieux, joaillerie, pierres précieuses, perles fines, orfèvrerie, horlogerie et tous objets de nature fragile, de petite dimension et/ou de grande valeur, dans des vitrines solides munies de glaces épaisses, fermées par des serrures de sûreté.

Toutefois, le vol par agression sur des gardiens demeure garanti par le présent contrat alors même que les mesures de prévention n'ont pas été agréées par l'Assureur.

B) PRÉVENTION EN TRANSPORT

1) Transport effectué par un transporteur public :

La garantie transport n'est acquise que si les mesures suivantes ont été respectées.

L'Assuré choisit des emballeurs travaillant selon les règles de l'Art (aux normes habituelles de la profession) et des transporteurs spécialisés en transport d'Œuvres d'Art, et leur notifie sous peine de déchéance, les conditions de transport, de gardiennage et de surveillance énoncées ci-dessous :

Transport par route

Les biens assurés par le présent contrat seront transportés à l'exclusion de tout autre chargement, sauf accord préalable de l'Assureur.

Le transport s'effectuera à l'intérieur d'un véhicule banalisé, entièrement clos, équipé d'un dispositif de protection contre un usage non autorisé du véhicule et d'un extincteur de forte capacité accessible par l'équipage à tout moment.

Chaque véhicule sera occupé par deux personnes au minimum, et l'une d'entre elles devra s'y tenir en permanence.

Dans tous les cas où la surveillance de ces personnes ne pourra plus s'exercer, le véhicule devra être mis sous la garde des forces de Police ou, à défaut, faire l'objet d'une protection permanente agréée au préalable par l'Assureur

Au cas où les biens assurés seraient déposés à tout autre endroit que les locaux mêmes de l'Exposition (chez des transitaires, entrepositaires, emballeurs, détenteurs ou gardiens de la chose), ils devront être mis en chambre forte, ou, à défaut, faire l'objet d'une protection permanente agréée au préalable par l'Assureur.

Transport par voie aérienne, maritime ou ferrée

Les œuvres transportées par voie aérienne, maritime ou ferrée devront être accompagnées par un responsable désigné par l'Assuré, et chargé de la surveillance pendant tout le temps du transport.

A défaut, des modes de surveillance adaptés aux valeurs, à la nature des œuvres, ainsi qu'aux difficultés du trajet devront être recherchés et agréés au préalable par l'Assureur.

2) Transport effectué pour propre compte :

Lorsque le transport sera effectué par l'Assuré et/ou ses préposés, le Vol en cours de transport ne sera garanti que dans les conditions suivantes :

- Vol à la suite d'un accident caractérisé,
- Vol à la suite d'un incendie,
- Vol par agression.

Il est convenu que l'emballage devra être adapté à la nature des œuvres transportées.

7. PAIEMENT DE LA PRIME

7.1. La prime - ou, dans le cas de fractionnement de celle-ci, les fractions et les frais accessoires de prime - dont le montant est stipulé au contrat, ainsi que les impôts et taxes sur les contrats d'assurances dont la récupération n'est pas interdite, sont payables au siège de la Compagnie ou au domicile du mandataire éventuellement désigné par elle à cette effet. Les dates d'échéance sont fixées aux Conditions particulières.

7.2. A défaut de paiement d'une prime (ou d'une fraction de prime) dans les dix jours de son échéance, la Compagnie - indépendamment de son droit de

poursuivre l'exécution du contrat en justice - peut, par lettre recommandée mettre en demeure le preneur d'assurance ou la personne chargée du paiement des primes.

La mise en demeure comporte sommation de payer la prime dans le délai de quinze jours à compter du lendemain du dépôt de la lettre recommandée à la poste.

Le contrat peut être suspendu ou résilié à l'expiration du délai des quinze jours visée ci-dessus.

Si la garantie a été suspendue, le paiement par le Preneur d'assurance des primes échues, augmentées s'il a lieu des intérêts, met fin à cette suspension.

8. MESURES À PRENDRE LORS D'UN SINISTRE

En cas de sinistre, le Preneur d'assurance ou, à défaut, l'Assuré doit :

1) Donner, sous peine de déchéance, sauf cas fortuit ou de force majeure, dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les cinq jours, avis du sinistre au siège de la Compagnie, par écrit - de préférence par lettre recommandée - ou verbalement contre récépissé;

S'il s'agit d'un vol ou une perte, le délai de déclaration est réduit à vingt-quatre heures;

2) Prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour en limiter l'importance et sauvegarder les biens assurés;

3) En cas de vol, de la tentative de vol ou de la perte:

- Prévenir la police locale, dans les douze heures suivant le moment où il a eu connaissance du sinistre;
- Déposer une plainte au Parquet;
- Prêter son concours à la police et à la Compagnie pour faciliter la recherche des malfaiteurs et la récupération des objets volés ou perdus;

4) Indiquer dans la déclaration du sinistre ou, en cas d'impossibilité, dans une déclaration ultérieure faite dans le plus bref délai, la date et les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, la nature et le montant approximatif des dommages, les garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres assureurs;

5) Communiquer, sur simple demande de la Compagnie et sans délai, tous documents nécessaires à l'expertise;

6) Fournir à la Compagnie, dans le délai de vingt jours (en cas de vol ou de perte dans les cinq jours), un état estimatif, certifié sincère et signé par lui, des objets assurés, détruits, disparus ou endommagés.

Si l'Assuré ne remplit pas une des obligations prévues aux §1à §6 ci-dessus, sauf cas fortuit ou de force majeure, la Compagnie a le droit de prendre à une réduction de prestation, à concurrence du préjudice qu'elle a subi.

Si le Preneur d'assurance ou l'Assuré, de mauvaise foi, fait de fausses déclarations, notamment exagère le montant des dommages, prétend détruits ou disparus des objets n'existant pas lors du sinistre, dissimule ou soustrait tout ou

partie des objets assurés, ne déclare pas l'existence d'autres assurances portant sur les mêmes risques, emploi comme justification des documents inexacts ou use de moyens frauduleux, l'Assuré est entièrement déchu de tout droit à la garantie pour ce sinistre.

9. ÉVALUATION DES DOMMAGES

1) Les objets mentionnés dans la police sont assurés en valeur déclarée.

2) Si les dommages ne sont pas fixés de gré à gré, une expertise amiable est toujours obligatoire, sous réserve des droits respectifs des parties. Chacune des parties choisit un expert. Si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix.

Faute par l'une des parties de nommer son expert ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la désignation est effectuée par le Président du Tribunal de Première Instance ou du Tribunal de Commerce dans le ressort duquel le sinistre s'est produit. Cette nomination a lieu sur simple requête de la partie la plus diligente, faite au plus tôt quinze jours après l'envoi, à l'autre partie, d'une lettre recommandée de mise en demeure avec avis de réception.

L'expertise, après sinistre, s'effectue en cas d'assurance pour le compte de qui il appartiendra, avec le Preneur d'assurance du contrat.

Chaque partie paye les frais et honoraires de son expert et, s'il y a lieu, la moitié des honoraires du tiers expert et des frais de sa nomination.

3) L'assurance ne peut être une cause de bénéfice pour l'Assuré; elle ne lui garantit que la réparation de ses pertes matérielles, abstraction faite de toute privation de jouissance, de bénéfice ou d'intérêts.

La somme assurée ne pouvant être considérée comme preuve de l'existence et de la valeur, au moment du sinistre, des biens sinistrés, l'Assuré est tenu d'en justifier par tous les moyens et documents en son pouvoir, ainsi que de l'importance du dommage.

En cas de sinistre total ou partiel, la Compagnie se réserve le droit, soit de remplacer l'objet, avec l'accord de l'Assuré, soit d'effectuer le règlement en espèces. Dans ce cas, les objets sinistrés sont estimés d'après leur valeur de remplacement au jour du sinistre, vétusté déduite.

10. RÈGLE PROPORTIONNELLE

S'il résulte des estimations que la valeur de l'objet sinistré excède, au jour du sinistre, la somme garantie pour cet objet, l'Assuré est considéré comme son propre assureur pour l'excédent et supporte, en conséquence, une part proportionnelle du dommage.

Lorsque le sinistre porte sur un objet divisible ou faisant partie d'une paire, parure ou garniture, la Compagnie ne peut être tenue au paiement d'une indemnité supérieure à la valeur de la partie sinistrée, déterminée comme il est

dit à l'article 9 relatif à l'estimation et modalités du règlement des dommages. Si la valeur de l'ensemble dont fait partie l'objet sinistré est supérieure, au jour du sinistre, à la somme assurée pour cet ensemble, il est également fait application de la règle proportionnelle.

11. RESTAURATION

Il est convenu que la restauration d'œuvres d'art ayant fait l'objet d'un sinistre pourra être effectuée conformément au désir exprimé par le prêteur, c'est-à-dire dans le pays et par le restaurateur de son choix, et ce, après accord de l'Expert des Assureurs.

12. PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ

L'indemnité est payée par l'Assureur:

a) S'il n'y a pas eu d'action judiciaire, dans le délai d'un mois après que l'obligation de l'Assureur ait été établie par entente de gré à gré.

b) Si une action judiciaire a été engagée, dans les quinze jours de l'accord ou de la décision passée en force de chose jugée. Ce délai, en cas d'opposition, ne pouvant courir que du jour des mainlevées.

Au cas où, après un règlement, des objets volés viendraient à être retrouvés, l'Assuré est tenu d'en aviser immédiatement l'Assureur. Il dispose alors d'un délai d'un mois pour opter entre le délaissement et la reprise de tout ou partie des objets retrouvés. A défaut d'option dans ce délai, ainsi qu'en cas de délaissement, l'Assureur se réserve la possibilité d'accepter le transfert de propriété.

En cas de reprise, le règlement sera révisé en faisant état des objets repris pour leur valeur au jour du sinistre et l'Assuré sera dans l'obligation de rapporter l'excédent de l'indemnité qu'il aurait reçue, majorée des intérêts légaux calculés depuis le moment où l'indemnité a été versée à l'Assuré jusqu'au moment où l'objet retrouvé a été tenu à disposition de l'Assuré, déduction faite du montant des détériorations subies ou du montant des frais qui auraient pu être engagés en vue de la récupération desdits objets.

Dans le cas où les objets volés seraient retrouvés avant le règlement, l'Assuré doit alors reprendre lesdits objets, l'Assureur s'engageant à rembourser les frais nécessités pour la récupération de ces objets ainsi que les détériorations subies par ces derniers.

13. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES POUR LES PHOTOGRAPHIES, LES SUPPORTS AUDIOVISUELS, LES LOGICIELS ET LES PROGICIELS

1) Photographies

La garantie des dommages pour les photographies sera acquise à la condition qu'elles soient présentées sous cadres protecteurs.

La garantie est limitée aux seuls frais de restauration, de remise en état ou de retraitage.

2) Supports audiovisuels :

Les supports audiovisuels seront remboursés sur la base du prix d'un support vierge augmenté des frais de transfert d'un master sur ce support. En aucun cas, les supports audiovisuels ne seront remboursés sur la valeur de conception et de réalisation.

3) Logiciels et Progiciels :

Seuls les logiciels et progiciels non amovibles seront garantis dans la mesure où l'Assuré en aura conservé une sauvegarde. Le remboursement sera limité aux seuls frais de reproduction de cette sauvegarde.

14. RENONCIATION À RECOURS - SUBROGATION

RENONCIATION À RECOURS

1) L'Assureur accepte de renoncer, les cas de malveillance, de dol ou de faute grave exceptés, au recours qu'il serait en droit d'exercer à la suite d'un sinistre, contre les transporteurs, transitaires, entrepositaires, emballeurs, détenteurs ou gardiens de la chose, nommément désignés et agréés par l'Assureur, chargés de l'acheminement, de l'emballage ou du gardiennage de tout ou partie des objets assurés.

Cette renonciation n'est valable qu'au delà des sommes fixées par les lois, décrets ou conventions en vigueur concernant la limitation de responsabilité des transporteurs et autres intervenants.

Au cas où le transporteur ou le sous-traitant concerné ne pourrait apporter la preuve qu'il a, sauf cas de force majeure, appliqué les notifications stipulées à l'Article 6, l'Assureur se réserve le droit d'exercer le recours pour le montant du sinistre qu'il aura supporté.

La renonciation à recours dans les limites prévues ci-dessus bénéficie à l'Assureur du transporteur et autres intervenants.

Il est précisé que cette renonciation ne serait pas applicable au cas où la responsabilité civile d'un tiers non partie au contrat de transport et/ou d'emballage pourrait être mise en cause.

2) L'Assureur renonce à tout recours contre les organisateurs de l'Exposition et leurs préposés, les cas de malveillance, de faute intentionnelle ou dolosive commise par l'une de ces personnes exceptés (le recours dans ces cas devra s'exercer exclusivement contre l'auteur du sinistre).

Toutefois, si le tiers responsable est assuré, l'Assureur peut, malgré la renonciation, exercer son recours dans la limite où une quelconque assurance de responsabilité produit son effet.

SUBROGATION

La Compagnie est subrogée, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par elle, dans les droits et actions de l'Assuré contre tout responsable du sinistre.

15. PRISE D'EFFET

Le contrat est parfait dès l'acceptation par La Compagnie de la demande d'assurance par le preneur d'assurance. Le contrat ne produit ses effets que le lendemain à 00:00 heures du paiement de la première prime et, au plus tôt, aux date et heure fixées aux Conditions particulières.

16. DURÉE ET RÉSILIATION DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour la durée prévue aux Conditions particulières.

I. Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas et conditions ci-après :

16.1. Par le Preneur d'assurance ou la Compagnie :

Chaque année, à la date d'expiration du contrat, moyennant préavis de trois mois au moins si les conditions particulières prévoient une tacite reconduction à la date d'expiration.

16.2. Par l'Héritier ou la Compagnie, en cas de transfert de propriété des biens sur lesquels repose l'assurance;

16.3. Par la Compagnie :

- 1) En cas de non-paiement des primes;
- 2) En cas d'aggravation des risques;
- 3) En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat;
- 4) Après sinistre;
- 5) En cas de liquidation du Preneur d'assurance ou de l'Assuré;

16.4. Par le Preneur d'assurance :

- 1) En cas de disparition de circonstances aggravantes mentionnées dans la police, si la Compagnie ne consent pas la diminution de la prime correspondante;
- 2) En cas de cessation de commerce ou de dissolution de Compagnie;

16.5. Par le curateur de la faillite du Preneur d'assurance ou de l'Assuré durant les trois mois qui suivent la déclaration de la faillite;

II. Le contrat sera résilié de plein droit dans les cas suivants:

16.6

- perte des biens assurés résultant d'un événement non garanti ;
- saisie conservatoire, saisie exécution sur les biens assurés ou toute autre mesure légale ou judiciaire privant le preneur d'assurance ou l'assuré du plein droit de disposition des objets assurés
- en cas de cession entre vifs des objets assurés dès que le preneur d'assurance n'en a plus la possession

16.7 Dans le cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, la portion de la prime afférente à la partie de cette période postérieure à la résiliation n'est pas acquise par la Compagnie.

Toutefois, dans les cas visés sous les numéros 16.2, 16.3.1. et 16.4.2. la Compagnie a droit à ladite portion de prime à titre d'indemnité de résiliation.

Lorsque le Preneur d'assurance, l'Héritier ou le curateur a la faculté de résilier le contrat, il doit le faire par lettre recommandée au siège de la Compagnie. La résiliation doit être notifiée au preneur d'assurance.

Sauf dans les cas visés aux articles 16.3.1. et 16.3.4. la résiliation n'a d'effet qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du lendemain du dépôt de la lettre recommandée.

Dans le cas visé à l'article 16.3.4. la résiliation aura effet immédiat.

17. PRESCRIPTION ET COMPÉTENCE JUDICIAIRE

Toute action dérivant du présent contrat est prescrite par trois ans, à compter de l'événement qui y donne naissance, (article 34 de la Loi du 25 juin 1994).

Tout litige concernant l'interprétation des clauses et conditions du contrat relève de la seule compétence des Tribunaux Belges.

18. PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Responsable du traitement des données

Jean Verheyen, S.A. dont le siège social est établi Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles, enregistrée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0431.491.731 (ci-après dénommée « Jean Verheyen »).

Délégué à la protection des données

Le délégué à la protection des données de Jean Verheyen peut être contacté aux adresses suivantes :

par courrier postal: Jean Verheyen - Data Protection Officer
Rue de la Limite 17
1210 Bruxelles

par courrier électronique: privacy@verheyen.be

Finalités des traitements et destinataires des données

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par Jean Verheyen de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci, de l'employeur de la personne concernée ou de tiers, peuvent être traitées par Jean Verheyen pour les finalités suivantes :

- la gestion du fichier des personnes :
 - Il s'agit des traitements effectués pour établir et tenir à jour les bases de données – en particulier les données d'identification – relatives à toutes les personnes physiques ou morales qui sont en relation avec Jean Verheyen.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'une obligation légale.
- la gestion du contrat d'assurance :
 - Il s'agit des traitements effectués en vue d'accepter ou refuser – de manière automatisée ou non – les risques préalablement à la conclusion du contrat d'assurance ou lors de remaniements ultérieurs de celui-ci ; de confectionner, mettre à jour et mettre fin

au contrat d'assurance ; de recouvrer – de manière automatisée ou non – les primes impayées ; de gérer les sinistres et de régler les prestations d'assurance.

- Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'obligation légale.
- le service à la clientèle :
 - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre des services digitaux fournis aux clients complémentirement au contrat d'assurance (par exemple le développement d'un espace client digital).
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance et/ou de ces services digitaux complémentaires.
- la gestion de la relation entre Jean Verheyen et l'intermédiaire d'assurances :
 - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre de la collaboration entre Jean Verheyen et l'intermédiaire d'assurances.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant en l'exécution des conventions entre Jean Verheyen et l'intermédiaire d'assurances.
- la détection, prévention et lutte contre la fraude :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de détecter, prévenir et lutter – de manière automatisée ou non – contre la fraude à l'assurance.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans la préservation de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurance elle-même.
- la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de prévenir, de détecter et de lutter – de manière automatisée ou non – contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution d'une obligation légale à laquelle Jean Verheyen est soumise.
- la surveillance du portefeuille :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de contrôler et, le cas échéant, de restaurer – de manière automatisée ou non – l'équilibre technique et financier des portefeuilles d'assurances.

- Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans la préservation ou la restauration de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurances elle-même.
- les études statistiques :
 - Il s'agit de traitements effectués par Jean Verheyen ou par un tiers en vue d'effectuer des études statistiques à finalités diverses telles que la sécurité routière, la prévention des accidents domestiques, la prévention des incendies, l'amélioration des processus de gestion de Jean Verheyen, l'acceptation des risques et la tarification.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans l'engagement sociétal, dans la recherche d'efficacités et dans l'amélioration de la connaissance de ses métiers.

Dans la mesure où la communication des données à caractère personnel est nécessaire pour permettre de réaliser les finalités énumérées ci-dessus, les données à caractère personnel peuvent être communiquées à d'autres entreprises membres du Groupe AXA, à des entreprises et/ou à des personnes en relation avec celles-ci (avocats, experts, médecins conseils, réassureurs, coassureurs, intermédiaires d'assurances, prestataires de services, autres entreprises d'assurances, représentants, bureau de suivi de la tarification, bureaux de règlement de sinistres, Datassur).

Ces données peuvent également être communiquées aux autorités de contrôle, aux services publics compétents ainsi qu'à tout autre organisme public ou privé avec lequel Jean Verheyen peut être amenée à échanger des données à caractère personnel conformément à la législation applicable.

Traitement des données à des fins de marketing direct

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par Jean Verheyen de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci ou de tiers, peuvent être traitées par Jean Verheyen à des fins de marketing direct (actions commerciales, publicités personnalisées, profilage, couplage de données, notoriété, ...), en vue d'améliorer sa connaissance de ses clients et prospects, d'informer ces derniers à propos de ses activités, produits et services, et de leur adresser des offres commerciales.

En vue d'offrir les services les plus appropriés en relation avec le marketing direct, ces données à caractère personnel peuvent être communiquées à des entreprises et/ou à des personnes intervenant en qualité de sous-traitants ou de prestataires de service au bénéfice de Jean Verheyen ou de l'intermédiaire d'assurances.

Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans le développement de son activité économique. Le cas échéant, ces traitements peuvent être fondés sur le consentement de la personne concernée.

Transfert des données hors de l'Union Européenne

En cas de transferts de données à caractère personnel à des tiers situés en dehors de l'Union Européenne, Jean Verheyen se conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de tels transferts. Elle assure, notamment, un niveau de protection adéquat aux données à caractère personnel ainsi transférées sur la base des mécanismes alternatifs mis en place par la Commission européenne, tels les clauses contractuelles standard, ou encore les règles d'entreprise contraignantes du Groupe AXA en cas de transferts intragroupe (Mon. B. 6/10/2014, p. 78547).

La personne concernée peut obtenir une copie des mesures mises en place par Jean Verheyen pour pouvoir transférer des données à caractère personnel hors de l'Union Européenne en envoyant sa demande à Jean Verheyen à l'adresse indiquée ci-dessous (paragraphe « Contacter Jean Verheyen »).

Conservation des données

Jean Verheyen conserve les données à caractère personnel collectées relatives au contrat d'assurance pendant toute la durée de la relation contractuelle ou de la gestion des dossiers sinistres, avec mise à jour de celles-ci chaque fois que les circonstances l'exigent, prolongée du délai légal de conservation ou du délai de prescription de manière à pouvoir faire face aux demandes ou aux éventuels recours qui seraient engagés après la fin de la relation contractuelle ou après la clôture du dossier sinistre.

Jean Verheyen conserve les données à caractère personnel relatives à des offres refusées ou auxquelles Jean Verheyen n'a pas donné suite jusqu'à cinq ans après l'émission de l'offre ou du refus de conclure.

Nécessité de fournir les données à caractère personnel

Les données à caractère personnel relatives à la personne concernée que Jean Verheyen demande de fournir sont nécessaires à la conclusion et à l'exécution du contrat d'assurance. Ne pas fournir ces données peut rendre impossible la conclusion ou la bonne exécution du contrat d'assurance.

Confidentialité

Jean Verheyen a pris toutes les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité des données à caractère personnel et afin de se prémunir contre tout accès non autorisé, toute mauvaise utilisation, modification ou suppression de celles-ci.

A cette fin, Jean Verheyen suit les standards de sécurité et de continuité de service et évalue régulièrement le niveau de sécurité de ses processus, systèmes et applications ainsi que ceux de ses partenaires.

Les droits de la personne concernée

La personne concernée a le droit :

- d'obtenir de Jean Verheyen la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, d'accéder à ces données ;
- de faire rectifier et, le cas échéant, de faire compléter ses données à caractère personnel qui sont inexactes ou incomplètes ;

- de faire effacer ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de faire limiter le traitement de ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de s'opposer, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel fondé sur les intérêts légitimes de Jean Verheyen. Le responsable du traitement ne traite plus les données à caractère personnel, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée ;
- de s'opposer au traitement de ses données à caractère personnel à des fins de marketing direct, y compris au profilage effectué à des fins de marketing direct ;
- de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative ; toutefois, si ce traitement automatisé est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat, elle a le droit d'obtenir une intervention humaine de la part de Jean Verheyen, d'exprimer son point de vue et de contester la décision de Jean Verheyen ;
- de recevoir ses données à caractère personnel qu'elle a fournies à Jean Verheyen, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine ; de transmettre ces données à un autre responsable du traitement, lorsque (i) le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ou pour les besoins de l'exécution d'un contrat et (ii) le traitement est effectué à l'aide de procédés automatisés ; et d'obtenir que ses données à caractère personnel soient transmises directement d'un responsable du traitement à un autre, lorsque cela est techniquement possible ;
- de retirer son consentement à tout moment, sans préjudice des traitements effectués de manière licite avant le retrait de celui, lorsque le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ;

Contacter Jean Verheyen

La personne concernée peut contacter Jean Verheyen pour exercer ses droits par courrier postal daté et signé, accompagné d'une photocopie recto verso de la carte d'identité, adressé à : Jean Verheyen Data Protection Officer, Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles.

Jean Verheyen traitera les demandes dans les délais prévus par la loi. Sauf demande manifestement infondée ou excessive, aucun paiement ne sera exigé pour le traitement de ses demandes.

Introduire une plainte

Si la personne concernée estime que Jean Verheyen ne respecte pas la réglementation en la matière, elle est invitée à contacter en priorité—Jean Verheyen.

La personne concernée peut aussi introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Protection des Données Personnelles à l'adresse suivante :

Rue de la Presse, 35
1000 Bruxelles
Tél. + 32 2 274 48 00
Fax. + 32 2 274 48 35
commission@privacycommission.be

La personne concernée peut également déposer une plainte auprès du tribunal de première instance de son domicile.

DEFINITIONS

Pour l'application du présent contrat, il faut entendre par :

Dépréciation : La dépréciation correspond à la différence entre la valeur commerciale de l'objet avant le sinistre et sa valeur après restauration. Elle est estimée par un expert reconnu pour le type d'objets sinistrés. Pour les paires et ensembles, la dépréciation est appréciée pour la totalité et non objet par objet.

Domage : Toute destruction, détérioration ou vol.

Domage matériel : Toute destruction ou détérioration soudaine et imprévisible d'un objet

Ensemble : Réunion d'objets en nombre défini et limité, constituant un tout homogène.

Franchise : Le montant qui reste à charge de l'Assuré par sinistre.

Perte : Disparition accidentelle et circonstanciée d'un objet assuré dans le cadre d'un événement précis qui peut être clairement rapportée.

Réaction nucléaire : Toute réaction nucléaire qui dégage de l'énergie telle que la fusion ou la scission nucléaire ou la radioactivité artificielle ou naturelle.

Valeur de remplacement : Prix que doit payer l'assuré pour remplacer l'objet assuré par un objet de même nature et dans un état comparable.

Vol : Toute soustraction frauduleuse d'un objet.

JEAN VERHEYEN S.A. – Reconnu par la FSMA comme souscripteur mandaté – Entreprise n° 0431 491 731 – RPM : Bruxelles
Siège Social : rue de la Limite 17, B 1210 Bruxelles – T : +32(0)2 250 63 11 – F : +32(0)2 250 63 00
Web : www.verheyen.be – E-mail : info@verheyen.be – transport@verheyen.be – patrimony@verheyen.be
Banque : IBAN : BE25 3100 0003 8482 – BIC : BBRUBEBB
AXA Belgium S.A. Place du Trône 1, B 1000 Bruxelles, détient plus de 10 % du capital
Règlement extrajudiciaire des plaintes : SERVICE OMBUDSMAN ASSURANCES A.S.B.L.
Square de Meeûs 35, B 1000 Bruxelles – E-mail : info@ombudsman.as